Industrie Canada Industry Canada

Troisième trimestre de 2010

www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes innovatrices à forte croissance qui commercialisent les résultats de la recherche sont en grande partie tributaires de l'industrie du capital de risque (CR) pour assurer leur financement. C'est pourquoi la vigueur de cette industrie revêt de l'importance pour ce segment des PME. La présente série de bulletins a pour but de fournir de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. À cette fin, elle fait état des tendances observées au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche sur des sujets touchant le capital de risque et examine les principales grappes technologiques où est investi le capital de risque.

INTRODUCTION

Le présent numéro examine les activités observées au cours du troisième trimestre de 2010 en matière d'investissements en capital de risque et de mobilisation de fonds au Canada, de juillet à septembre 2010.

APERÇU DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE CAPITAL DE RISQUE

Investissement et mobilisation de fonds

Au troisième trimestre (T3) de 2010, un montant total de 264 millions de dollars (108 transactions) a été investi en capital de risque, ce qui représente une augmentation de 19 % par rapport aux 222 millions de dollars investis au cours de la même période en 2009, loin des 335 millions de dollars investis au cours du deuxième trimestre (T2) de 2010 (tableau 1). En combinant les résultats des trois premiers trimestres de 2010, les investissements en capital de risque ont atteint 909 millions de dollars, soit une hausse de 27 % par rapport aux 714 millions de dollars enregistrés au cours de la même période l'an dernier (figure 1). Malgré cette progression, les activités en matière de capital de risque au Canada sont encore inférieures de 17 % par rapport au 1,1 milliard de dollars affiché au cours de la même période en 2008.

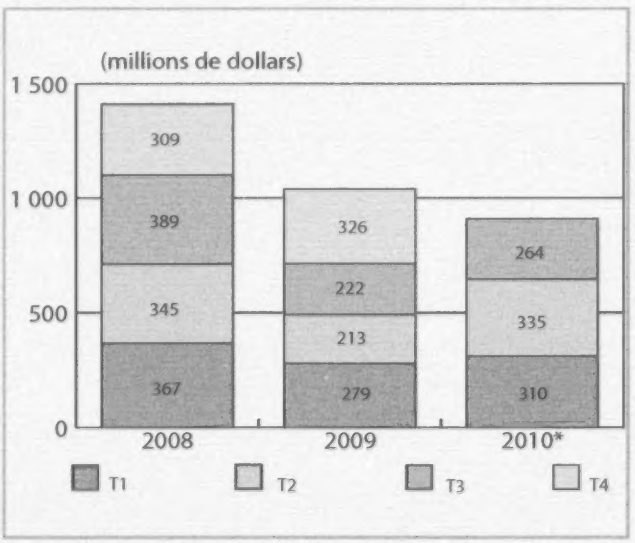
Au T3 de 2010, la mobilisation de capital de risque a atteint près de 35 millions de dollars, soit une baisse importante par rapport aux 118 millions de dollars engagés au cours de la même période l'an dernier. Il est important de remarquer l'absence de clôtures importantes de la part de sociétés en commandite entre juillet et septembre; les nouvelles mobilisations au cours de cette période ont plutôt été enregistrées par les sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et par d'autres fonds de détail. Ainsi, jusqu'à maintenant en 2010, le niveau de mobilisation de capital de risque au Canada s'est approché du niveau historiquement bas enregistré en 2009.

Tableau 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, troisièmes trimestres de 2009 et de 2010

	T3 2009	T3 2010	Variation en %
	(millions de $)		
Investissement	222	264	19
Mobilisation de fonds	118	35	-70

Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

Figure 1 : Investissement en capital de risque par trimestre, du T1 2008 au T3 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2010.
* Après trois trimestres

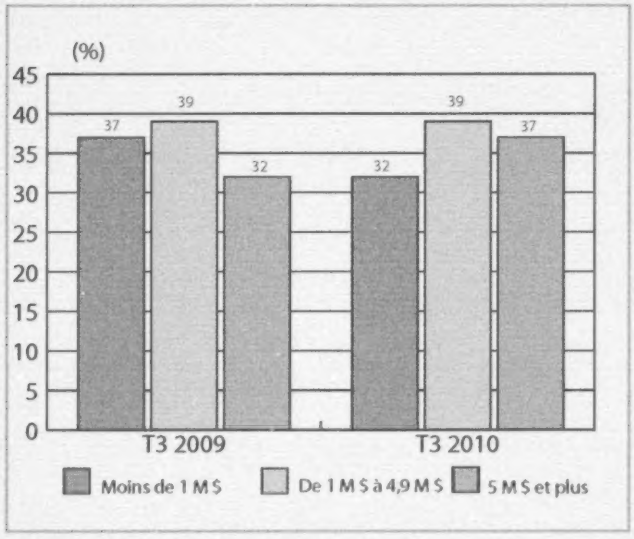
Canada

Valeur des transactions

Augmentation de la valeur des transactions par rapport à l'année précédente

Contrairement aux déboursés, le nombre total d'entreprises innovatrices (108) bénéficiant de capital de risque, entre juillet et septembre, est demeuré le même d'une année à l'autre; cependant, la valeur moyenne des transactions a augmenté au T3 de 2010 (2,4 millions de dollars) par rapport à la valeur moyenne du T3 de 2009 (2 millions de dollars), ce qui explique l'accroissement des déboursés. La part des transactions supérieures à 5 millions de dollars illustrée à la figure 2 témoigne de cette hausse.

Figure 2 : Répartition des investissements en capital de risque selon la valeur des transactions, troisièmes trimestres de 2009 et de 2010



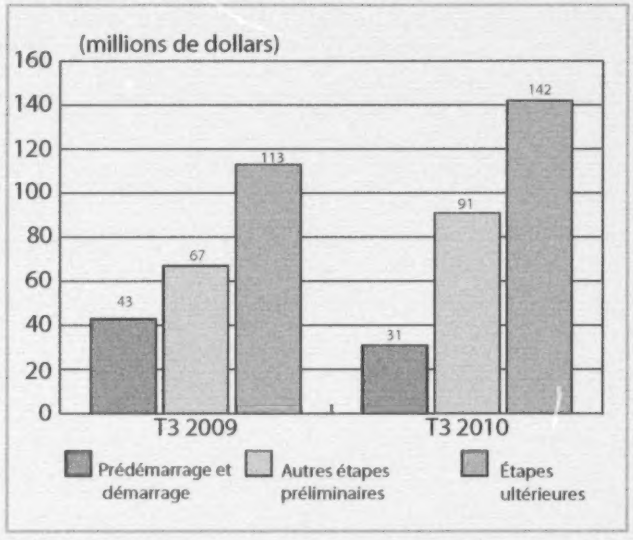
Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

Étape du développement

Diminution du nombre d'investissements pour les entreprises en prédémarrage et en démarrage, mais augmentation pour les entreprises de plus grande taille qui sont à des étapes ultérieures

L'augmentation des investissements en capital de risque, entre le T3 de 2009 et le T3 de 2010, s'explique principalement par la concentration des investissements dans les entreprises qui reçoivent du financement à des étapes ultérieures de leur développement. Au cours de cette période, les investissements réservés aux entreprises en prédémarrage et en démarrage ont diminué, passant de 43 millions de dollars au T3 de 2009 à 31 millions de dollars au T3 de 2010; seulement trois investissements ont été réalisés dans ces types d'entreprises, comparativement à huit au cours de la même période l'an dernier. Le nombre global d'investissements dans des entreprises à des étapes ultérieures a diminué, mais la valeur des investissements a augmenté à 142 millions de dollars (61 transactions) par rapport aux 113 millions de dollars (64 transactions) enregistrés au troisième trimestre de 2009 (figure 3).

Figure 3 : Investissements en capital de risque selon l'étape du développement, troisièmes trimestres de 2009 et de 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

Nouveaux investissements et investissements subséquents

Diminution des nouveaux investissements dans les entreprises qui sont à des étapes préliminaires, mais augmentation dans les entreprises qui sont à des étapes ultérieures

Au troisième trimestre de 2010, quarante nouvelles transactions de capital de risque

ont été réalisées, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne observée au cours des quatre derniers trimestres. En ciblant les entreprises en prédémarrage et en démarrage, seulement cinq nouvelles transactions ont été enregistrées au troisième trimestre de 2010, ce qui demeure bas par rapport à la moyenne de douze investissements enregistrée au cours des quatre trimestres précédents. À l'inverse, le nombre de nouveaux investissements pour des entreprises à des étapes ultérieures de leur développement a continué sa progression. Cette situation pourrait s'expliquer par le rendement des fonds américains de capital de risque et d'autres investisseurs étrangers qui, traditionnellement, ont favorisé l'investissement dans des entreprises canadiennes à des étapes ultérieures de leur développement (tableau 2).

Tableau 2 : Nombre d'entreprises qui ont bénéficié de nouveaux investissements et d'investissements subséquents, du troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2010

Investissements		T3 2009	T4 2009	T1 2010	T2 2010	T3 2010
Nouveaux	Prédémarrage et démarrage	10	16	11	12	5
	Autres étapes préliminaires	6	3	6	6	4
	Étapes ultérieures	30	23	23	29	31
	Toutes les étapes	**46**	**42**	**40**	**47**	**40**
Subséquents	Prédémarrage et démarrage	9	19	12	11	9
	Autres étapes préliminaires	19	28	21	24	29
	Étapes ultérieures	34	42	37	40	30
	Toutes les étapes	**62**	**89**	**70**	**75**	**68**

Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

Type d'investisseur

Augmentation pour tous les types d'investisseurs

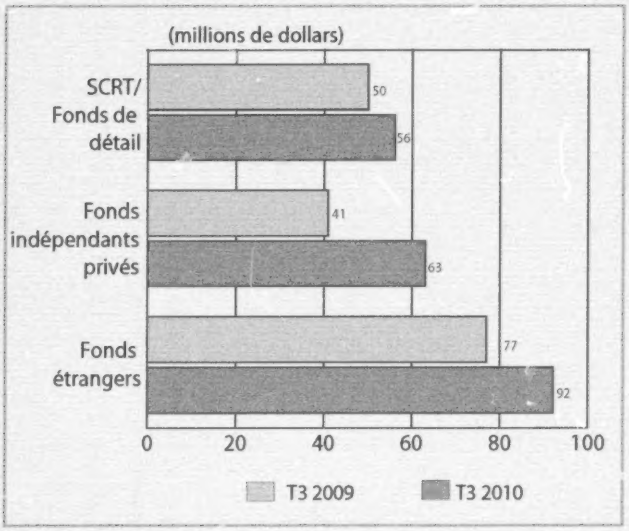
Les trois principaux types d'investisseurs canadiens en matière de capital de risque ont vu leurs activités s'accroître au troisième trimestre de 2010 par rapport au même trimestre de l'année précédente (figure 4). Au troisième trimestre de 2010, la valeur des investissements en fonds étrangers a poursuivi sa remontée entamée en 2008, alors que les entreprises canadiennes ont recueilli 92 millions de dollars de financement en fonds étrangers, soit 35 % du total des investissements enregistrés au troisième trimestre de 2010. Ce montant représente une hausse de 19 % par rapport à la même période l'an dernier.

Mobilisation de fonds

Aucun fonds indépendent privé d'importance n'a amassé de nouveau financement au cours du troisième trimestre de 2010

Les fonds canadiens de capital de risque ont atteint 35 millions de dollars au troisième trimestre de 2010, soit une baisse par rapport aux 118 millions de dollars recueillis lors du même trimestre de 2009. Plus particulièrement, aucun fonds indépendant privé d'importance n'a amassé de nouveau financement au cours de cette période. Ainsi, presque tout le nouveau financement a été recueilli par des SCRT et par d'autres fonds de détail. La valeur des fonds de capital de risque amassés au Canada au cours des trois premiers trimestres de 2010 (611 millions de dollars) s'approche donc du niveau historiquement bas enregistré en 2009. Il est important de remarquer que, jusqu'à maintenant en 2010, les fonds de détail devancent les fonds privés en matière de mobilisation de fonds.

Figure 4 : Répartition des investissements en capital de risque selon le type d'investisseur, troisièmes trimestres de 2009 et de 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

Répartition régionale

Augmentation des investissements en capital de risque en Ontario et en Colombie-Britannique

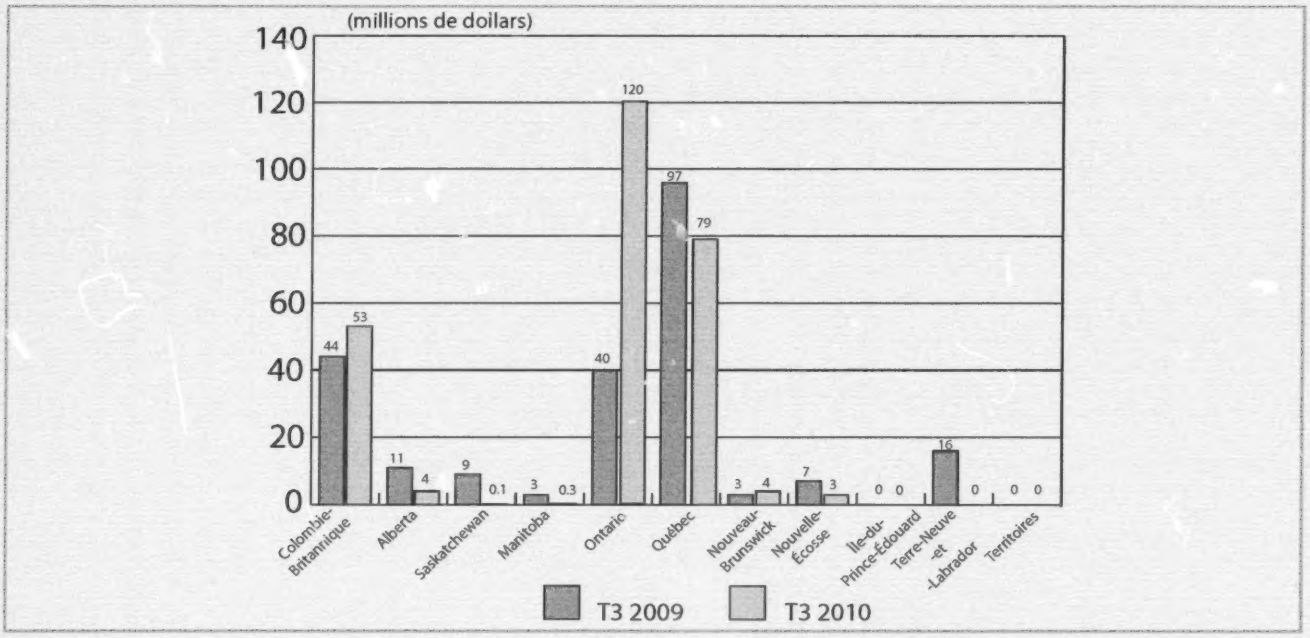
Au troisième trimestre de 2010, une augmentation de la valeur des investissements en capital de risque a été enregistrée dans deux des trois provinces les plus populeuses du Canada (Ontario et Colombie-Britannique) par rapport à la période correspondante en 2009, et ce, même si le nombre d'entreprises qui ont reçu du capital de risque a diminué de 47 % en Colombie-Britannique (tableau 3). La hausse la plus importante a été enregistrée en Ontario alors que les entreprises ont reçu 80 millions de dollars de plus qu'au cours de la même période en 2009. Ainsi, l'Ontario a obtenu, pendant le troisième trimestre de 2010, 46 % de tous les déboursés effectués au Canada. Au cours de toute l'année 2009 et de la première moitié de 2010, les activités en matière de capital de risque ayant eu lieu au Québec ont marqué la tendance sur les marchés canadiens. Cette situation s'est inversée au troisième trimestre de 2010, alors que les investissements prévus pour les entreprises québécoises ont chuté à 79 millions de dollars, soit une baisse de 22 % par rapport aux 97 millions de dollars investis au cours du troisième trimestre de 2009 (figure 5).

Tableau 3 : Nombre d'entreprises recevant du capital de risque par province, troisièmes trimestres de 2009 et de 2010

	T3 2009	T3 2010	Variation en %
Colombie-Britannique	15	8	-47
Alberta	5	7	40
Saskatchewan	2	1	-50
Manitoba	2	2	0
Ontario	30	34	13
Québec	49	52	6
Nouveau-Brunswick	1	2	100
Nouvelle-Écosse	2	2	0
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0
Terre-Neuve-et-Labrador	2	0	-100
Territoires	0	0	0

Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

Figure 5 : Répartition régionale des investissements en capital de risque au Canada, troisièmes trimestres de 2009 et de 2010



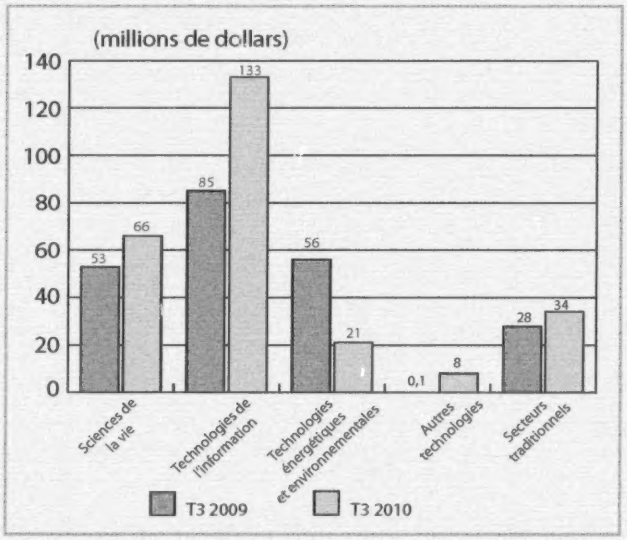
Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

Répartition selon le secteur d'activité

Augmentation dans les technologies de l'information et dans les sciences de la vie; chute dans les technologies énergétiques et environnementales

Au troisième trimestre de 2010, comparativement au même trimestre l'an dernier, une augmentation des investissements en capital de risque a été enregistrée dans deux des trois principaux secteurs d'activités : les sciences de la vie et les technologies de l'information. Le secteur des technologies énergétiques et environnementales a connu son plus faible trimestre depuis 2008, alors qu'environ 21 millions de dollars ont été investis dans des entreprises. Par rapport au troisième trimestre de 2009, la chute des investissements dans les technologies énergétiques et environnementales a été le résultat de transactions moins importantes pour ce secteur, alors que la valeur moyenne des transactions a chuté, passant d'environ 7 millions de dollars à 2,7 millions de dollars. Le secteur des technologies de l'information a accaparé la plus grande proportion des investissements en capital de risque (51 %) au cours de ce trimestre (figure 6).

Figure 6 : Investissements en capital de risque selon le secteur d'activité, troisièmes trimestres de 2009 et de 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2010.

ACTIVITÉS GOUVERNEMENTALES

Nouvelles activités de financement fédéral pour les entreprises ontariennes en démarrage bénéficiant de capital de risque

Au cours du troisième trimestre de 2010, la Banque de développement du Canada (BDC) a pris des engagements en matière de capital de risque totalisant 11 millions de dollars auprès de sept entreprises. Ces investissements ont atteint 42,2 millions de dollars, si on inclut les contributions des co-investisseurs. Ces activités s'ajoutaient aux investissements réalisés par la BDC dans des fonds indépendants privés au cours du trimestre (tableau 4).

Le 15 octobre 2010, le premier ministre Stephen Harper a annoncé un investissement de 190 millions de dollars dans le programme de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario) intitulé Investissement dans l'innovation des entreprises. Le programme, conçu pour accélérer le processus de commercialisation de nouveaux produits, de procédés et de pratiques en stimulant une meilleure collaboration entre les entreprises en démarrage, les investisseurs providentiels et les investisseurs en capital de risque, prévoit le versement de fonds remboursables pouvant atteindre un million de dollars aux entreprises en démarrage admissibles.

Tableau 4 : Activités de la BDC en matière de capital de risque au troisième trimestre de 2010

	BDC	Co-investisseurs	Total	Nombre de transactions
	(millions de $)			
Prédémarrage et démarrage	1,5	1,5	3,0	1
Développement	7,2	22,0	29,2	3
Étapes ultérieures	2,3	7,7	10,0	3
Total	**11,0**	**31,2**	**42,2**	**7**

Source : Banque de développement du Canada, 2010.

Pour être admissible au programme, l'entreprise doit être à l'étape de démarrage, compter moins de cinquante employés, et avoir en main des engagements de financement de la part d'un investisseur providentiel reconnu ou d'un investisseur en capital de risque. Ce programme est aussi conçu pour susciter des investissements provenant de réseaux d'investisseurs providentiels et d'organismes les représentant afin d'attirer de nouveaux investisseurs. Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires sur ce programme et sur d'autres programmes offerts par FedDev Ontario, programmes qui visent à soutenir les petites entreprises admissibles, en visitant le site Web : http://www.feddevontario.gc.ca/eic/site/723.nsf/fra/accueil.

Dans le cadre de la *Power of Green Conference,* le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Darrel Dexter, a récemment annoncé que sa province examine la possibilité de mettre en place un fonds en capital de risque exploité en entreprise privée qui ciblerait des occasions d'affaires dans toutes les régions de l'Atlantique canadien. Le premier ministre Dexter a indiqué que le fonds en capital de risque privé proposé permet de stimuler la coopération dans la région afin de rendre les provinces de l'Atlantique plus fortes et plus prospères. Il est prévu que lorsque le fonds sera en place, il attirera des investissements du secteur privé et d'autres investisseurs institutionnels.

NOTES

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la petite entreprise et du tourisme. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement. La recherche actuelle met l'accent sur les entreprises à forte croissance, sur les aspects du capital de risque et de l'environnement commercial en général au Canada qui influent sur le succès de ces entreprises, ainsi que sur les principaux intervenants du marché du capital de risque (par exemple, les sociétés de capital de risque et les investisseurs providentiels).

La Direction générale de la petite entreprise et du tourisme est par ailleurs responsable du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, Industrie Canada publie des données sur l'offre et la demande de financement des petites et moyennes entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des conclusions et des rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca.

Pour figurer sur la liste d'envoi de cette publication trimestrielle et pour toute question concernant le contenu du présent numéro, communiquez avec Michael Scholz par téléphone au 613-954-4369 ou par courriel à Michael.Scholz@ic.gc.ca.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications
et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441E, Tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-995-8552
Téléc. : 613-954-6436
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en version HTML à www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu186-2/2010-3F-PDF
ISSN 1911-9275
60839

Also available in English under the title
Venture Capital Monitor — Q3 2010.